

FGM CFDT FEDERATION GENERALE DE LA METALLURGIE

bulletin du militant

2

SPECIAL CONGRES

10-74

1-75

Editorial

J.C.

OUI, IL FAUT RIPOSTER

Le 36ème Congrès de la F.G.M. est à peine terminé que nous avons commencé à mettre en œuvre ses décisions concernant la nécessaire action à développer face à la crise.

Avec la F.T.M. /C.G.T., nous avons décidé d'appeler les métallos à agir le 12 décembre sur les objectifs revendicatifs décidés par notre Congrès.

Cette journée du 12 décembre est devenue, par la suite, une journée d'action interconfédérale sur l'emploi. Il semble que la mise en œuvre des décisions confédérales a rencontré des difficultés réelles et que, dans la métallurgie, elles n'ont pas aidé à ce nécessaire développement de l'action. Il reste à notre organisation à analyser lucidement la situation ainsi créée, afin d'en tirer les enseignements.

La crise du capitalisme, qui est à l'origine de la situation actuelle, est entrée dans une phase plus aiguë depuis le renchérissement du prix des matières premières et notamment du pétrole. Le gouvernement de notre pays axe toute sa politique économique et industrielle, pour permettre au capitalisme de passer au mieux de ses intérêts le cap actuel.

Il n'y a pas à s'en étonner puisque Giscard a été élu en mai sur cette politique. Il nous faut donc dénoncer cette politique gouvernementale à sens unique, puisque, sous couvert de développer l'économie de notre pays, elle ne vise qu'à donner de nouveaux moyens aux capitalistes pour accroître leur profit.

Notre Congrès, conscient de cette réalité, a constaté que la responsabilité du patronat était grande, celle de l'U.I.M.M. en particulier, qui développe une politique visant à transférer sur les travailleurs toutes les conséquences de la crise.

Il en est ainsi pour l'inflation puisque, pour ne prendre qu'un exemple, les constructeurs automobiles ont augmenté le prix des voitures depuis le 1.1.74 de 24 %.

Il en est ainsi pour l'emploi, où toutes les mesures prises : licenciements, mise en chômage, réduction des horaires, conduisent, au mépris de l'intérêt des travailleurs déjà victimes de l'inflation, à préserver les profits des entreprises.

Face à l'accroissement des inégalités de situation, qui visent à diviser les travailleurs, la F.G.M. a proposé que l'action s'engage autour de trois objectifs précis, la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, la garantie du salaire.

Cela suppose que nous refusions les licenciements, et le chômage tel que le patronat l'organise au sein de chaque entreprise, et que nous propositions des revendications qui mettent les travailleurs dans une situation égalitaire face aux difficultés que peut connaître l'entreprise.

C'est de cette façon que nous limiterons les pouvoirs patronaux dans les entreprises, qu'il apparaîtra clairement aux travailleurs que l'embauche, l'emploi notamment, c'est leur affaire à eux. C'est de cette façon que nous élargirons le champ d'intervention des travailleurs et de leurs organisations syndicales à l'intérieur de l'entreprise.

Beaucoup de travail est à fournir par nos organisations et nos militants, pour faire progresser ces idées, en face de la campagne actuelle visant à faire considérer les patrons comme étant les seuls aptes à prendre les bonnes décisions. Alors que le divorce entre les intérêts du capitalisme et les intérêts des travailleurs n'est jamais apparu aussi clairement.

La riposte des métallos peut et doit s'organiser si nous ne voulons pas que 1975 soit une année noire pour tous.

Le Secrétariat National

POUR GAGNER des luttes un projet une stratégie

Au 36e congrès de la F.G.M., le Conseil fédéral s'était fixé quatre grandes séries d'objectifs :

— Vérifier, à travers l'apport des syndicats et la signification des luttes, le caractère mobilisateur du programme et des méthodes d'action revendicative.

— Préciser, confronter et partager plus collectivement, à l'épreuve de l'analyse des réalités, les buts de l'organisation et les éléments essentiels de sa stratégie, c'est-à-dire les voies et moyens de son action.

— Approfondir, à la lumière des expériences vécues, notre pratique d'action de masse dans l'entreprise, sous la conduite de la section syndicale.

— Décider de moyens d'action et de la mise en œuvre des objectifs et des orientations retenus.

Le nombre des participants, l'effort exceptionnel de préparation et de participation active aux débats, malgré les difficultés dues au report du congrès et aux liaisons, témoignent du sens élevé qu'a la très grande majorité des militants de la F.G.M. de la démocratie syndicale et de la responsabilité collective.

L'ampleur des débats, l'attention soutenue des délégués, la qualité des interventions, rarement improvisées, la mise en clarté des positions exprimées, manifestent l'importance accordée, par les syndicats, au congrès, aux orientations et aux décisions qui en découleraient.

Les nombreux messages du monde entier, la présence attentive des représentants de 14 Organisations syndicales de pays étrangers, la contribution directe au débat de certains d'entre eux, ont marqué concrètement la dimension internationale de l'action de la F.G.M..

L'insertion de la F.T.M/ C.G.T. dans le débat général, par l'intervention d'Henri TRONCHON, a inscrit dans les réalités, les conditions de l'unité d'action et de la recherche unitaire.

Enfin, le Secrétaire Général de la C.F.D.T., Edmond MAIRE, par son apport magistral, a puissamment renforcé et mis en évidence les termes essentiels du débat stratégique.

1 APPRENDRE DES LUTTES, TIRER LA SIGNIFICATION DES CONFLITS, VERIFIER LE CARACTERE MOBILISATEUR DU PROGRAMME REVENDICATIF

Les très nombreuses interventions sur les conflits vécus par les organisations de base de la F.G.M. avec les métallurgistes ont permis de mesurer combien les orientations du congrès de Dijon servaient de point de référence à l'action des sections.

Adapter les revendications concrètes des travailleurs à une perspective revendicative d'ensemble commune, dont les axes sont le pouvoir d'achat, la qualification, les conditions de travail, l'emploi et les libertés des travailleurs, a été l'objet des efforts constants des militants et de toute l'organisation.

Le **contenu revendicatif** s'est approfondi pour être au plus près des réalités, pour mieux répondre aux situations, pour mieux correspondre aux aspirations des travailleurs.

Le choix de la **formulation de la revendication** a souvent été l'occasion d'un **débat démocratique** avec les travailleurs, pour que la **mobilisation** s'opère plus largement, qu'elle vise à l'**efficacité**, qu'elle **mette en cause la politique** et le **pouvoir du patronat**.

Les délégués des usines de la sidérurgie ont montré la progression de la prise de conscience et de l'action sur les conditions des travailleurs en poste. L'organisation de la production est mise en cause, sa finalité devient l'objet de la réflexion.

Les militants de l'automobile, de la construction électrique, tous ceux qui luttent pour briser les cadences et l'asservissement de la chaîne, ont dit le développement des luttes et les victoires remportées, sur une organisation que le patronat prétendait scientifique, donc intouchable.

La participation aux luttes des jeunes et des travailleurs immigrés notamment a prouvé l'évolution de la prise de conscience, dans l'action, des catégories de travailleurs plus particulièrement frappés par un mode de développement et de production qui nie le bien collectif et méprise le travailleur.

Le congrès a donné acte, sans réserve, aux délégués de Lip que leur lutte a inscrit dans une perspective nouvelle, le développement des luttes pour l'emploi. Cette longue lutte des Lip, couronnée des résultats que l'on sait, est aussi la victoire de la C.F.D.T. et de tous ceux qui savent s'organiser pour se battre contre le système.

D'autres ont dit combien l'approche revendicative de l'organisation permettait d'élaborer des réponses adaptées pour améliorer le pouvoir d'achat, faire reconnaître la qualification de tous les travailleurs, décentraliser l'action sur les conditions de travail et favoriser l'expression sur les lieux de travail.

SAVIEM, Penarroya, Rateau, Jaeger, Sollac, Girosteel, Dunkerque, Peugeot, Sacilor, Moulinex, SNIA, Alsthom, Dassault-Bréguet, Titan Coder, etc... ne sont plus de simples raisons sociales d'entreprises. Par l'intervention des délégués, à la tribune du congrès, ils sont devenus des lieux vivants, témoins des luttes des travailleurs, des terrains d'action où, quotidiennement, s'exprime la volonté de milliers de travailleurs, hommes et femmes, de se libérer de l'exploitation capitaliste et où la C.F.D.T. les aide à donner une efficacité et un sens collectif de classe à leur combat.

Dans ce sens, le 36e congrès de la F.G.M. a bien été un rassemblement de militants présents et actifs au cœur des luttes ouvrières.

2 DEBATTRE DE L'ANALYSE DES REALITES, DES BUTS DE L'ORGANISATION ET DES MOYENS DE SA STRATEGIE

Nos luttes visent à améliorer la situation concrète et immédiate des travailleurs. Par l'action, les travailleurs découvrent, outre la nécessité de s'organiser et de s'unir, la nécessité de peser sur les causes de leur situation. Dans l'action, ils découvrent les mécanismes du système qui les opprime. Ils se sentent concernés par une action qui, dépassant l'immédiat, mettrait en cause les pouvoirs qui leur échappent et les conditionnent.

Les travailleurs, dans l'action, découvrent la dimension politique de l'action syndicale. L'élévation du niveau des luttes, l'évolution des conditions de la pratique de masse, le développement de sa conscience de classe, ont conduit la C.F.D.T. à approfondir son analyse de la société, à fixer un but à son action, à préciser les conditions, les voies et les moyens pour y parvenir.

L'analyse, le projet et la stratégie de la CFDT sont les éléments permanents et indissociables de son action et de son indépendance d'organisation syndicale.

C'est donc seulement à l'intérieur de ses organisations, à tous les niveaux, que doivent se définir ces orientations, ces objectifs et que se décident les moyens pour y parvenir.

Un congrès est donc un moment déterminant, car dans la démocratie syndicale, il est le seul endroit où peuvent se clarifier et se confronter les conceptions. Il est aussi l'occasion et le lieu irremplaçables où se prennent les décisions engageant toutes les organisations.

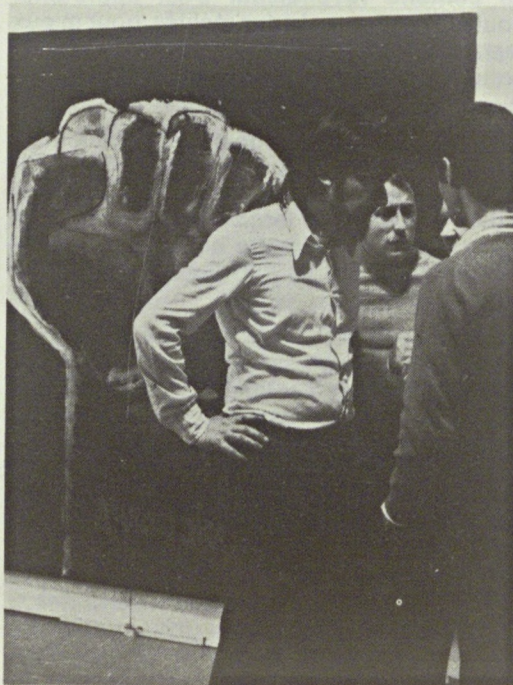
Le 36e congrès de la F.G.M. n'a pas failli à cette fonction.

En effet, partageant, parce que partie prenante, l'analyse anticapitaliste de la CFDT, mobilisée pour la construction du socialisme, fondé sur l'autogestion, la F.G.M. est située au cœur de tous les affrontements que nécessite la lutte permanente contre le système.

Tirant les leçons de l'échec politique de 1968, la CFDT a poursuivi son effort de mise au point de sa stratégie, c'est-à-dire l'adaptation des moyens de son action pour atteindre son but : le socialisme, et réaliser son projet autogestionnaire.

Convaincue qu'il n'y aurait pas de changements fondamentaux sans une mobilisation active et consciente des masses, sans une convergence de l'action des forces syndicales et politiques, que le socialisme autogestionnaire ne serait pas crédible sans une force politique puissante, capable de le mettre en œuvre, dans les faits, la C.F.D.T., a défini l'ensemble de ses orientations et objectifs, dans ce qu'elle appelle **une stratégie d'union des forces populaires.**

Force syndicale, force socialiste autogestionnaire, la CFDT entend cependant poursuivre son action en tant que telle, c'est-à-dire d'instrument permanent de défense des intérêts des travailleurs et porteur de leurs aspirations. Son indépendance de pensée, de décision et d'action est donc une condition sans laquelle elle ne pourrait accomplir cette fonction.



L'évolution des forces politiques de gauche, leur union autour d'un programme commun de gouvernement, la transformation positive du parti socialiste, l'approfondissement du débat unitaire, les événements récents et les changements de la situation politique ont considérablement et rapidement modifié les conditions et le contexte dans lesquels peuvent se développer les luttes sociales et donner leurs résultats politiques.

La C.F.D.T. a donc assumé sa responsabilité en adoptant un ensemble de propositions stratégiques cohérentes avec sa perspective socialiste autogestionnaire.

Les derniers événements politiques, décès de Pompidou, élection présidentielle, etc... ont mis à l'épreuve des faits cette stratégie.

La F.G.M., organisation confédérée, y a été impliquée. Son Conseil Fédéral a pris des orientations, et des décisions. Il a engagé l'organisation.

Considérant, après l'élection présidentielle, qu'il n'y aurait pas de construction du socialisme en France sans l'union de la gauche politique, et sans recherche d'une convergence entre toutes les forces populaires, sur une base de classe, la F.G.M. a approuvé la stratégie d'union des forces populaires.

Estimant aussi que le socialisme autogestionnaire ne se construirait pas sans une force politique autogestionnaire de masse, le Conseil fédéral a approuvé l'initiative qui consistait, sur la base d'un projet de société socialiste autogestionnaire et d'une pratique militante nourrie des luttes, à rechercher le rassemblement des socialistes, dans un même parti.

UNE CLARIFICATION INDISPENSABLE

Toutes ces prises de position n'ont pas été sans soulever de nombreux débats, de nombreuses questions, des réserves, voire des oppositions.

Le fait que de nombreux militants, certains des dirigeants, ont, sur un plan personnel, avec d'autres lancé un appel dans le sens du rassemblement des socialistes, a passionné le débat et quelquefois ajouté à la difficulté des discussions.

Il fallait donc en débattre collectivement et

démocratiquement pour en juger. Le 36e congrès l'a fait largement, et parfois passionnément, mais en tout cas clairement.

Les conditions par lesquelles la C.F.D.T. entend apporter sa contribution à la construction du socialisme ont donc été, de nouveau, précisées :

- Rôle moteur des luttes sociales
- Mobilisation consciente des masses
- Liaison étroite entre l'action et les élections
- Nécessité d'un programme de transformations marquant des ruptures avec le système simultanément à la conquête du pouvoir d'Etat
- Convergences et unité dans l'action des forces de gauche, etc... etc...

Pour favoriser le développement de cet ensemble de conditions, le 36e congrès F.G.M. a approuvé les orientations arrêtées lors des Conseils confédéraux de janvier et d'avril 1974.

Ce congrès a également considéré que, si les moyens de l'indépendance syndicale devaient être approfondis et développés, le processus d'unification des socialistes, dont les assises ont été un moment important, était cohérent avec la stratégie de la CFDT pour le socialisme et l'autogestion.

Sur ce point, des oppositions se sont exprimées. Elles étaient de deux sortes. Ceux qui, clairement, ont combattu l'orientation, comme le syndicat de l'automobile de Paris, considérant que la ligne choisie était « réformiste » à cause de la nature même du Parti socialiste, pôle de rassemblement incapable d'évoluer. Ils optent, en conséquence, pour une ligne révolutionnaire autonome. D'autres, par exemple comme le syndicat de Caen, également en désaccord sur le fond, n'ont cependant argumenté que des risques encourus, selon eux, pour l'indépendance de la CFDT à cause des engagements personnels de certains dirigeants.

Quelques syndicats, en outre d'accord sur le fond, ont exprimé leur inquiétude sur le risque de confusion et réaffirmé la nécessité de prendre des mesures effectives pour assurer l'indépendance de la C.F.D.T.



UNE SANCTION MASSIVE DU CONGRES

La sanction de cette orientation s'est manifestée après un large débat, par le rejet d'un amendement fondamental du syndicat parisien, qui a été repoussé par 71 % des mandats.

Les votes ultérieurs, résolution finale adoptée à 76 %, résolution sur la section syndicale à 89 %, entre autres, ont démontré la nature des approches différentes de ces minorités et les motivations diverses des syndicats qui les exprimaient.

En fait, un très large accord existe au sein de la F.G.M. sur les orientations générales et stratégiques de la CFDT, auxquelles la FGM a apporté une très large contribution.

Continuer d'agir pour :

Nous reviendrons encore et souvent sur ces questions essentielles pour la cohérence et l'efficacité politiques de l'action de la FGM, pour les approfondir afin de mieux encore les partager et les faire passer dans l'action concrète.

● Assurer l'indépendance syndicale

Toutes les questions relatives aux conditions et aux moyens de l'indispensable indépendance syndicale vont être débattues dans toutes les organisations. Elles se présentent sous un jour nouveau dans la mesure où, selon l'expression d'un délégué, « l'indépendance

syndicale est un combat permanent et où les luttes sociales pourront s'exprimer en termes politiques, dans l'action d'une force socialiste autogestionnaire ».

● Renforcer les conditions de l'unité

Nous aurons aussi l'occasion, puisque c'est le mandat du congrès, de mesurer dans les faits par la pratique quotidienne, les progrès de l'unité d'action et de revenir en permanence sur les questions de l'unité. Confirmant les acquis antérieurs des congrès de Rouen et de Dijon, le 36e congrès s'est ouvert à de nouvelles avancées, raisonnées et raisonnables, dynamiques et responsables.

Rappelant les conditions d'une pratique unitaire sans lesquelles l'unité ne serait qu'illusion, le congrès s'est déclaré d'accord pour aborder concrètement la recherche d'autres étapes.

Cherchant à dépasser le phénomène d'une simple discussion entre les organisations, la F.G.M. inscrit sa recherche unitaire dans une démarche dialectique, faisant des travailleurs les acteurs du processus. Nous pouvons ainsi citer la contribution d'Edmond Maire, approuvant, pour son compte, les orientations du rapport complémentaire :

« Retenons ce qui nous unit, pour débattre avec les travailleurs de ce qui nous divise..., afin de construire un syndicalisme d'un type nouveau, reconstruit patiemment à partir des luttes sociales et du débat collectif et démocratique des travailleurs rassemblés dans leurs syndicats ».

De même, nous reprendrons les acquis dégagés de la discussion du rapport sur la pratique de l'action de masse dans l'entreprise.

● Développer une pratique syndicale démocratique

Nous nous bornerons, cette fois, à constater la capacité quasi générale des sections d'entreprise de la F.G.M. à assumer, d'une façon dynamique, démocratique et responsable, leur rôle dans le débat avec les travailleurs, l'élaboration des revendications et la conduite des luttes.

Sur ce point particulier, si des affrontements se sont également produits, notamment avec les syndicats de Besançon, Belfort et Vesoul, ils ne mettaient pas en cause la reconnaissance et le partage, par l'organisation des acquis de la lutte des Lip.

La divergence manifestée par la très grande majorité des syndicats sur les positions des Lip exprimait leur refus de se laisser entraîner sur des généralisations et une théorisation de la pratique, dont le caractère simplifié serait, en fait, une source de déboires ou d'ambiguïtés.

Pour autant, le débat n'est pas clos, car la politique syndicale démocratique exige sans cesse de nouveaux efforts, de nouvelles expériences et de nouvelles remises en cause.

● Dégager les moyens de la politique

Il n'est guère possible, en quelques pages d'aborder tous les aspects d'un tel congrès et de commenter tous ses enseignements.

Un Conseil fédéral, profondément renouvelé, composé de nombreux militants d'entreprises, une nouvelle Commission exécutive, ont été élus. Le Secrétariat national s'est vu également confirmé dans sa responsabilité d'assumer, avec le Conseil et la C.E.F., la mise en œuvre du mandat des syndicats.

Le « Bulletin du Militant » sera le moyen, durant ces trois prochaines années, d'exposer l'application de ce mandat à travers tous les aspects de l'action de la F.G.M. et de ses or-

ganisations. La nécessité de la formation, de l'information, de la syndicalisation, a été réaffirmée comme indispensable à l'efficacité de la stratégie. De nouveaux moyens seront développés à cet égard. Le congrès en a fait un impératif, même si les contraintes ont paru excessives à beaucoup de syndicats qui ont cru devoir rejeter les propositions en matière financière.

C'est aussi un point que nous devons débattre pour qu'il n'y ait pas contradiction ou incapacité entre nos ambitions stratégiques et les moyens pour les réaliser.

La dimension internationale de l'action, présente dans les interventions, les exigences matérielles de sa prise en charge et de son développement, sont là pour nous rappeler qu'on n'échappe pas à la nécessité de posséder les moyens de sa politique.

C'est donc, au demeurant, en grande organisation anticapitaliste soucieuse de développer un syndicalisme de masse, démocratique et offensif, d'œuvrer à la construction d'un socialisme autogestionnaire que le 36^e congrès de la F.G.M. a fixé les orientations, les objectifs et les moyens pour son action nationale et internationale pour les trois années à venir.

L'organisation générale du congrès, le déroulement matériel sans problème majeur, le dynamisme de l'ambiance, qualitativement relevée par les expositions des artistes chiliens, ont vigoureusement aidé à mener à son terme, sans faille conséquente, cette assemblée, nouvelle phase de l'histoire de la F.G.M.

En bref, un grand congrès, renforçant l'unité des organisations de la F.G.M. sur une politique syndicale claire et largement partagée. Un grand congrès fortifié par l'expérience des luttes menées avec les travailleurs. Un grand congrès prenant appui sur les acquis du passé pour accomplir de nouvelles étapes, dans l'intérêt des métallurgistes, dans le renforcement de la C.F.D.T., dans l'unité de la classe ouvrière et la perspective du socialisme et de l'autogestion.

INTERNATIONALISATION DES LUTTES ET SOLIDARITE

Le 36ème Congrès de la F.G.M., s'est également déroulé en présence d'HERMAN REBHAN, nouveau Secrétaire Général de la F.I.O.M. et de David FOWLER, Secrétaire Général adjoint de la F.E.M. (nous publions ci-dessous quelques passages de leurs interventions).

D'autre part, de nombreuses délégations d'organisations syndicales étrangères ont tenu à apporter, soit par leur présence, soit par l'envoi de télégramme, leur témoignage de profonde sympathie et de soutien aux organisations de la F.G.M., qui avec les métallos de ce pays, luttent pour leurs légitimes revendications et pour des changements profonds de la société.

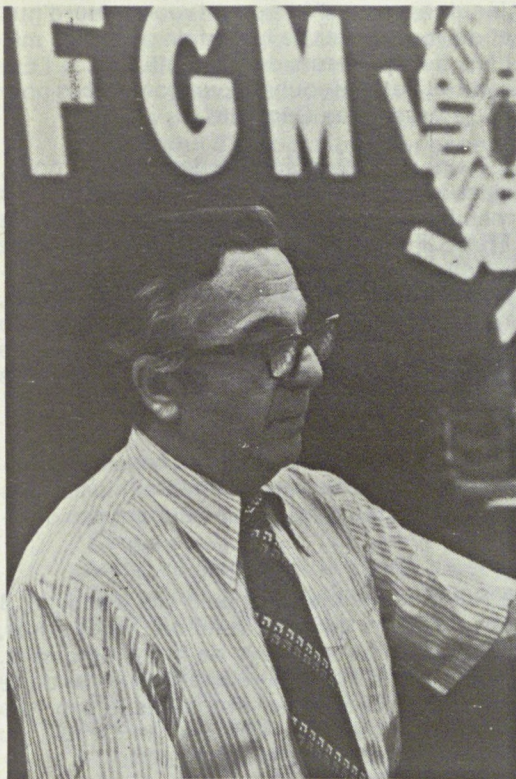
Délégations au congrès :

F.E.M. - F.I.O.M. - ALGERIE (UGTA) - BELGIQUE (C.M.B. - C.C.M.B.) - CHILI - DANEMARK

ESPAGNE (U.S.O., S.T.V.) - ITALIE (F.L.M.) - LUXEMBOURG (Fédération des ouvriers) - NORVEGE - R.F.A. (IG. METALL) - SUEDE (Svesnka Metal) - SUISSE (F.C.O.M.) - YUGOSLAVIE (Fédération des travailleurs des Industries et des Mines de Yougoslavie) -

Télégrammes reçus :

- Union Syndicale Métallurgie et Construction de machines de ROUMANIE
- Fédération des travailleurs de la Métallurgie de FINLANDE
- U.A.W. - ETATS UNIS
- Syndicat métallurgie et Syndicat mécanique d'U.R.S.S.
- Métallurgistes UNIS du QUEBEC
- Syndicat des Ouvriers Métallurgie de TURQUIE
- FETRAMECOL - COLOMBIE
- Fédération de la Métallurgie du JAPON.



Herman REBHAN, nouveau Secrétaire Général de la F.I.O.M.

Mon propos n'est pas de farder les différences de conception qui existent au sein de la famille de la FIOM, et qui sont réelles. Mon intention est plutôt de vous convaincre de l'existence de liens de solidarité qui nous unissent tous dans une vaste chaîne de responsabilités que nous avons à porter. De cette conviction, chacun de nous pourra tirer une grande force dans le combat que nous menons sur le plan national.

Permettez-moi de citer un exemple pour illustrer ce que j'entends : En France, on peut dire que la F.G.M. /C.F.D.T. est à la pointe de la résistance aux licenciements massifs décidés par un patronat irresponsable ayant géré ses affaires sans se préoccuper aucunement de la sécurité de l'emploi à long terme. Il pensait

pouvoir déplacer à sa guise d'importantes activités par-dessus les frontières en se servant de ses ramifications multinationales, comme on déplace des pions sur un échiquier. Vous avez démontré que la production abandonnée par l'employeur, pouvait être remise en marche pour assurer des emplois.

La F.I.O.M. est l'expression même de cet élan pour la justice sociale au niveau international. C'est l'organisation par excellence appelée à arrêter la course folle des compagnies à la domination du monde.

Dans le discours que j'ai prononcé en acceptant mon élection, j'ai souligné que je n'avais nullement l'intention d'apporter des changements fondamentaux au programme ou à la structure de la FIOM, bien que la politique de toute organisation doive être appliquée par les hommes et les femmes qui la constituent. Je ne crois ni aux forces aveugles de l'histoire, ni à la fatalité de certains événements historiques, ni au déterminisme économique. Chacun d'entre nous a un rôle important à jouer dans ce monde.

Quels sont les changements que je prévois à l'intérieur de la FIOM ?

En ce qui concerne l'orientation générale de l'action de notre organisation, aucun.

Je pense cependant que nous continuerons à mettre l'accent sur l'aide à accorder au recrutement des travailleurs et aux organisations syndicales engagées dans des mouvements de grève, notamment contre les compagnies multinationales. Si changements il y aura ceux-ci consisteront à donner aux bureaux régionaux davantage, et pas moins, d'autorité pour prendre des initiatives.

Et qu'en est-il de l'Europe ?

Le secrétariat a été chargé sans équivoque de continuer ses efforts dans la recherche d'une certaine forme de négociation multinationale coordonnée, avec des sociétés sélectionnées. Ce ne sera pas chose facile, mais nous allons nous attaquer à cette tâche immédiatement. Nous choisirons probablement certaines compagnies pilotes mais je ne voudrais pas en dire davantage.

J'ouvre une parenthèse pour vous rappeler que, pendant des années, nos camarades européens ont insisté pour que les américains mettent fin à leurs divisions. Et maintenant, qu'il faut un début dans le sens de l'unité, ils se trouvent accusés de sombres motifs.

L'U.A.W. ne s'oppose pas aux liens de plus en plus étroits d'unité qui existent entre les métallos italiens. Au contraire, elle salue cette évolution, consciente qu'elle est du fait que cette unité renforcera le mouvement italien au bénéfice des travailleurs.

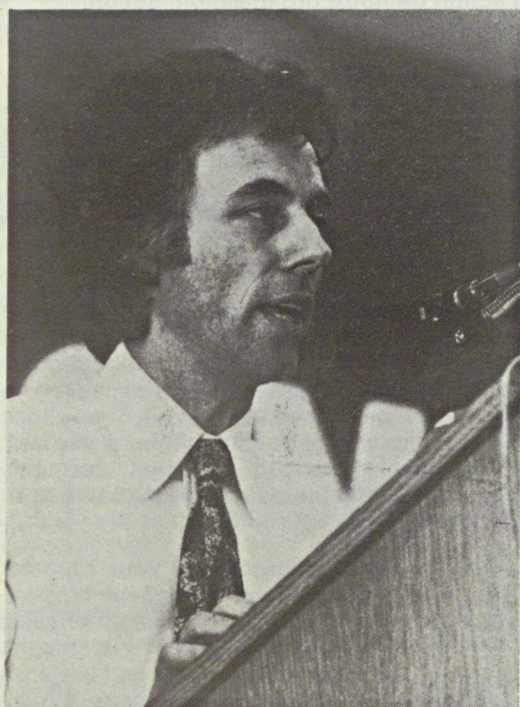
Et alors, où me situer ? A gauche ? A droite ? ou au centre ?

Cela dépend évidemment du point de vue de l'observateur.

Pour les américains, je suis à gauche, pour les albanais, à droite. Quant au centre, je n'ai que du dédain pour cette position. En ce qui concerne les programmes d'action de la FIOM, vous devez comprendre que notre organisation groupe en son sein un éventail assez vaste d'opinions politiques.

Je ne suis qu'au début de mon mandat de secrétaire général de la FIOM et je ne puis m'empêcher d'être impressionné par la tâche écrasante qui m'attend. C'est vous dire que j'ai besoin de votre appui, de votre compréhension, de votre coopération et de votre aide directe.

DAVID FOWLER, Secrétaire Général Adjoint de la F.E.M.



Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui, et de vous saluer de la part de près de 6 millions de travailleurs de la métallurgie de l'Europe, et de vous souhaiter un bon succès pour votre Assemblée Générale.

A peine un mois écoulé depuis que nous, c'est-à-dire la Fédération Européenne des métallurgistes, avons vécu notre Congrès à FRANCFORT, en Allemagne Fédérale. Cette assemblée, qui s'est tenue avec une forte participation de nos amis de la F.G.M. /C.F.D.T., n'était que la deuxième depuis la naissance de notre organisation. Elle était placée sous le sigle « Unis dans une stratégie commune pour une Europe sociale ».

Camarades, j'ai parlé de notre Assemblée générale. Vous me pardonnerez si j'insiste un peu sur ce qui s'est passé pendant ces quelques jours.

Nous avons fait le bilan de 3 ans d'activité, 3 ans d'ailleurs qui ont connu des luttes dures, dans les différents pays de notre Continent. Mais ce n'était pas seulement une revue de ce qui s'est passé : nous avons mis le cap vers l'avenir. Nous avons, après un an d'effort, pu affilier 250 000 nouveaux membres, c'est-à-dire nos frères métallurgistes des syndicats chrétiens des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg.

En outre, nous avons confirmé l'adhésion de plus d'un million 1 / 2 de métallurgistes britanniques et irlandais, de 8 fédérations différentes parmi lesquelles, celles les plus militantes sur le plan national britannique.

Si j'ai appuyé un peu sur les contacts franco-britanniques, ce n'est pas qu'il n'y avait pas de lien aussi serrés avec les autres pays de la Communauté. Au contraire : dans nos comités de coordination pour PHILIPS, UNIDATA et CONTINENTAL CAN par exemple, les délégués nationaux et ainsi que les responsables d'usine, ont discuté et agit ensemble pour tous les pays d'Europe où ces compagnies multinationales se sont implantées.

La demande d'affiliation de nos camarades italiens, réunis en tant que F.L.M., a nécessité un examen de la nouvelle situation au sein du comité exécutif. La décision a été reportée au prochain comité Exécutif de la F.E.M., qui aura lieu le 29 janvier.

Nous avons aussi reçu la demande d'affiliation des organisations turques et espagnoles. Mais elles ont dû se demander aussi ce que la F.E.M. pouvait faire pour elles ? Pour résoudre ce problème, on a envisagé la possibilité d'un statut d'association pour permettre à ces pays, hors de la Communauté de jouer un rôle lors de la création d'une Europe Sociale.

Il se pose aussi, Camarades, la question de la F.T.M. /C.G.T., ici, en France. Selon la décision du Comité Exécutif de la F.E.M., de se concerter avec les autres syndicats, y compris avec la C.G.T. lors de prises de position à adopter face aux organismes des communautés européennes, sous l'égide de la FIOM, il y avait des positions d'une unité d'action vis-à-vis de la Commission Européenne à rechercher. Par exemple, dans l'élaboration des aspects sociaux dans les propositions de la Commission pour l'industrie informatique. Mais, comme vous le savez, il est bien plus facile de mener une action commune que de réaliser une affiliation.

Camarades, tout-à-l'heure, j'ai parlé un peu des buts de la F.E.M. pour le proche avenir : c'est avec l'idée de donner une orientation

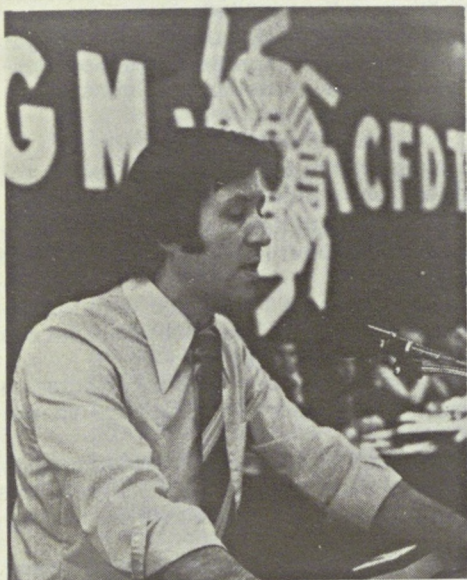
pour bâtir une Europe de la classe ouvrière que nous avons, lors de notre assemblée générale, rédigé un programme d'action, inspiré, en grande partie, par la conception française.

Nous avons défini 6 buts à court terme qui englobent, entre autres, :

- l'abolition de toute discrimination et égalité de chances pour les travailleurs migrants en Europe.
- renforcement de l'influence dans la défense des intérêts des travailleurs au sein des institutions européennes.
- Renforcement des actions directes à l'égard des sociétés multinationales en Europe.
- Elaboration des buts et des revendications communes dans les syndicats métaux, lors des futures négociations collectives.

Pour les réaliser, il faut bien sûr, l'appui actif de tous nos syndicats de la métallurgie européenne. Mais surtout, nous comptons sur le support et la solidarité de vous, nos camarades de la F.G.M., pour réaliser une société plus égalitaire et solidaire, une Europe sociale et socialiste, une Europe des travailleurs.





Intervention d'Henri TRONCHON

Secrétaire de la Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie C.G.T.

Chers Camarades,

En répondant positivement à votre invitation pour participer aux travaux de votre 36ème congrès, notre Fédération des Travailleurs de la Métallurgie C.G.T., entend marquer ainsi sa volonté de contribuer à la poursuite et à l'accélération de la démarche unitaire, qui préside à nos contacts et notre activité commune, notamment depuis notre 27ème congrès tenu à Grenoble en février 1971.

C'est donc avec plaisir que nous assistons pour la seconde fois à votre congrès, et que nous vous assurons de notre ferme détermination d'œuvrer pleinement à l'unité, à l'union

— pour la défense des revendications

— pour des changements décisifs dans le pays.

A ce titre, au nom de la F.T.M. /C.G.T., nous tenons à saluer fraternellement vos travaux, et ce qu'ils représentent dans la période de luttes intenses que l'on connaît actuellement. Nous souhaitons, et sommes persuadés, que les décisions qui en découleront contribueront fortement à de puissantes luttes revendicatives dans la métallurgie renforçant en cela l'action interprofessionnelle, qu'elles faciliteront l'approche commune pour une alternative démocratique en France, nous permettant de maîtriser la conjoncture économique et la situation politique pour aller au socialisme avec la participation de la majorité de la population.

AFFIRMER LA VOLONTE UNITAIRE

Unité,

Action,

Participation déterminée de la grande majorité des travailleurs de la métallurgie pour les revendications et le combat pour la démocratie, tels sont les motifs qui commandent notre démarche pour défendre au mieux les intérêts de tous les métallurgistes.

Cette recherche, cette pratique unitaire, certes avec des hauts et des bas, mais dont la tendance positive s'affirme toujours plus, s'illustrent par de nombreuses actions communes, au niveau des entreprises, des territoires, des trusts et sociétés, comme au niveau national face à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

Elles s'illustrent également par des contacts de plus en plus positifs à tous les niveaux, notamment à l'échelon de nos fédérations, avec des temps forts importants lors de nos congrès nationaux respectifs.

— Ce fut le cas en février 1971, lors de notre 27ème congrès dans cette même ville de Grenoble.

— Ce fut le cas en mai 1971 lors de votre 35ème congrès à Dijon, ainsi qu'à notre dernier congrès à St-Ouen, en novembre 1973, et ces jours à votre 36ème congrès.

On peut donc noter et apprécier des progrès dans la pratique unitaire malgré certaines difficultés sur lesquelles je reviendrai. Dans le même temps, la volonté s'affirme pour renforcer cette pratique et aller nettement plus loin afin de posséder un front syndical de plus en plus uni, de plus en plus puissant face à l'ensemble du patronat de la métallurgie, notamment face à l'U.I.M.M..

DEVELOPPER L'ACTION DES METALLURGISTES...

Votre congrès, placé dans cette intense période de luttes des salariés de notre pays, n'a donc que plus de relief et d'importance pour contribuer à l'avancée nécessaire des luttes à tous les niveaux, que ce soit au plan professionnel ou interprofessionnel.

Après l'étape importante, qu'a constituée la journée du 19 novembre, à l'appel de nos confédérations C.G.T., C.F.D.T. et de la F.E.N., il importe maintenant d'aller plus loin, et de mettre à bas les prétentions du patronat, de l'U.I.M.M., du C.N.P.F. et du gouvernement.

C'est dans ce sens, que nos deux fédérations se sont prononcées dans les déclarations communes des 8 et 13 novembre, visant en cela à assurer le succès du 19 novembre et de la suite à donner dans la profession et au niveau interprofessionnel.

Le bien-fondé de cette journée de grèves et de manifestations, sa puissance, sa résonance constituent une étape et un élément très important de l'action unie la plus large, pour stopper la politique anti-sociale et répressive du patronat et du pouvoir, pour faire triompher les revendications urgentes et essentielles des travailleurs, en forçant les organisations patronales et le gouvernement à des négociations véritables.

A ce sujet, nous tenons à saluer chaleureusement tous les travailleurs en lutte dans le pays, notamment les métallurgistes, et plus particulièrement la courageuse et légitime lutte de nos camarades des P.T.T..

Sur la base de leurs propres revendications, avec une profonde détermination pour les faire aboutir, ils ont su créer une très grande unité, assurant ainsi une large unanimité et participation des travailleurs des P.T.T..

Nous approuvons et soutenons pleinement leur lutte, qui met à nu la politique du patronat et du pouvoir, ceux-ci voulant faire payer à la classe ouvrière les frais de la crise de la société et l'inflation.

... EN DIRECTION DE L'UIMM

C'est notre devoir commun que de prendre des initiatives pour amplifier la lutte contre l'U.I.M.M. pour nos revendications et d'apporter notre contribution face au C.N.P.F..

Ça ne peut plus durer.

Les négociations, sur les revendications pleinement justifiées des travailleurs doivent s'ouvrir très rapidement, que ce soit à l'échelle nationale interprofessionnelle, au niveau de l'U.I.M.M. et à tous les niveaux où les problèmes se posent.

Alors qu'à un pôle les richesses s'accumulent, que les profits, notamment dans la sidérurgie, et les chiffres d'affaires atteignent des sommets vertigineux, à l'autre pôle, pour les travailleurs, les conditions de travail, d'emploi et d'existence ne cessent de se dégrader gravement.

Cette situation est particulièrement marquée dans la profession où sévissent des bas salaires, une perte du pouvoir d'achat, des problèmes d'emploi importants, des réductions du temps de travail sans compensation, et une mutilation accrue des travailleurs, que ce soit au plan physique ou intellectuel, occasionnée par des conditions de travail de plus en plus insupportables, inacceptables.

Patrons, chambres patronales, U.I.M.M. se jouent des métallurgistes en refusant, à travers leurs tergiversations, de discuter des revendications que nous avons déposées depuis longtemps.

Au lieu de véritables discussions, les négociations sont remplacées par des discussions qui n'aboutissent pas.

La responsabilité de l'U.I.M.M. est totale.

...SUR DES OBJECTIFS REVENDICATIFS COMMUNS

C'est donc par l'action de tous les ouvriers, employés, techniciens, cadres et ingénieurs que nous obtiendrons de véritables négociations portant sur des points essentiels que nous mettons actuellement au point en commun.

Ces revendications ont trait entre autres :

- au *Pouvoir d'achat*, son maintien, sa progression différenciée notamment pour les bas salaires,
- la *grille hiérarchique de classifications*, à laquelle il conviendra d'adjoindre une valeur du point unique, quelles que soient la catégorie, la branche, la région, afin d'avoir une *grille nationale de rémunération*,
- les problèmes d'emploi,
- la réduction de la durée du travail sans perte de salaire,
- la retraite à 60 ans,
- les conditions de travail,
- les libertés syndicales.

Ces différentes revendications constituent avec d'autres l'ossature d'une convention collective que nous revendiquons respectivement.

Cette *politique de l'U.I.M.M.*, les conséquences, les revendications qui en découlent, impliquent une action puissante, de grande portée, reposant sur un enracinement à l'entreprise, et entraînant la large masse des métallurgistes.

Une définition commune, claire, précise, mobilisatrice des revendications ne peut que faciliter la prise en compte par le maximum de métallurgistes et aboutir à un développement important des luttes dans la profession.

Cela oblige toutes nos organisations à préciser les lieux de négociations, à définir les lieux de mobilisation, d'impulsion, de coordination, de l'entreprise aux territoires, trusts et sociétés en gardant bien dans chaque cas l'objectif d'une convention collective nationale et en faisant converger, contre l'U.I.M.M., tous ces faisceaux d'action.

Cela suppose qu'au plan national, ensemble nous mettions rapidement au point une plate-forme revendicative commune prenant en compte les aspirations prioritaires des métallos assurant ainsi leur assentiment le plus large.

C'est à partir de ces éléments, qu'il paraît souhaitable et possible d'engager une action de l'ensemble de la profession face à l'U.I.M.M., c'est dans ce sens que nos deux fédérations ont travaillé lors de la réunion commune du 12 novembre.

Il reste à préciser quelques objectifs et les modalités de l'action pour proposer ensemble la suite à donner à la journée du 19 novembre.

Au soir de cette grande journée de grèves et de manifestations, notre Bureau Fédéral reprenant l'esprit de notre C.E.F. du 16 novembre, « appelait tous nos militants, nos syndiqués, les travailleurs de la métallurgie à agir unis sur le lieu du travail et à tout mettre en œuvre pour créer les conditions d'actions à tous les niveaux, donc au niveau national. »

Notre délégation est habilitée pour définir avec vous, donc avec votre organisation, les objectifs, les modalités de cette action professionnelle qui pourrait s'effectuer dans le courant de décembre.

Dans le même temps, nous pourrions aussi examiner la participation et l'insertion plus grande des métallurgistes dans la réplique à la politique globale du C.N.P.F. et du gouvernement pour régler le lourd contentieux existant à ce niveau.

Il y a donc nécessité d'affirmer, de préciser rapidement ces questions entre nous.

En saluant l'accord très positif du 26 juin, intervenu entre nos deux confédérations, nous pensons qu'il est possible dans la profession d'aller très rapidement dans les jours à venir à un tel type d'accord.

Aller dans ce sens ne peut que renforcer l'accord confédéral, lui donner un prolongement et assurer une spécificité métallurgie définissant dans le même temps l'articulation de l'action professionnelle et interprofessionnelle sur les objectifs visés.

Constatant un certain nombre d'accords sur le maintien et la progression différenciée du pouvoir d'achat, sur l'emploi, la réduction du temps de travail à l'échelon de la semaine et de la vie, sur la grille hiérarchique de classifications, il reste maintenant à examiner le problème des rémunérations et voir comment nous allons proposer une formulation unitaire, claire, concrète, sur cette question importante qu'est la grille de rémunérations.

AGIR A TOUS LES NIVEAUX

En résumé, nous pensons possible de définir ensemble plus précisément, des objectifs face aux différents lieux de négociations, des centres de mobilisation pour agir à tous les niveaux contre la nocivité de la politique patronale.

Ainsi une réponse nécessaire serait donnée à la malfaisance de ceux qui aggravent les conditions de travail et d'existence des salariés, donnant un coup de frein aux conséquences de l'exploitation capitaliste.

Lutter contre les effets de la politique actuelle, c'est nécessaire, mais cela ne saurait suffire.

En menant le combat quotidien contre les effets des maux dont ils souffrent, les salariés s'assurent ainsi des moyens nécessaires pour aboutir à leur propre émancipation.

C'est pourquoi, notre fédération, la C.G.T. allie en permanence dans leur activité, leur action pour l'immédiat à celle pour des changements décisifs vers des perspectives socialistes qui exigent prioritairement la socialisation des moyens de production et d'échange.

Dans toute société capitaliste on ne pourra jamais assurer un progrès social réel, continu et durable, ce n'est qu'en procédant à une transformation radicale de la société que l'on y parviendra.



PROLONGER LA LUTTE POUR DES CHANGEMENTS PROFONDS

L'action revendicative des travailleurs doit donc se prolonger par la lutte pour des changements profonds, indispensables à leurs intérêts. Cette motivation qui nous est commune sur les finalités suppose que nous approchons de plus près la façon dont nous allons contribuer aux changements dans la société, comment nous allons aider à inverser la tendance pour avancer vers une société socialiste.

Pour nous, dans la période transitoire, deux facteurs décisifs sont à assurer, d'autant qu'ils rassembleront l'ensemble des salariés et en particulier les métallurgistes.

Il s'agit :

— *d'une part*, de prendre en compte l'ensemble des revendications sociales des travailleurs, communes aux organisations syndicales.

— *d'autre part*, d'instaurer une démocratie économique et politique avec des objectifs et des moyens clairement établis, notamment la nationalisation du secteur bancaire et de secteurs clefs de l'économie et leur gestion démocratique par les travailleurs.

Ces dispositions résolument orientées contre la domination des monopoles capitalistes et l'utilisation par eux de l'appareil d'Etat, constituent les éléments de rupture avec la société actuelle, leur réalisation, la large mobilisation consciente des masses, portent en capacité, les éléments ouvrant la voie au socialisme.

C'est la raison pour laquelle notre organisation a salué le 10 juillet 1972, l'unité réalisée autour du programme commun entre le P.C.F., le P.S. et les radicaux de gauche, comme un événement de portée exceptionnelle.

Les événements qui ont suivi, en particulier lors des élections présidentielles, ont vérifié les possibilités que cela offrait pour les changements.

Il s'agit maintenant d'examiner ensemble, sereinement, partant de nos positions respectives, comment nous pouvons favoriser les convergences de toutes les forces qui aspirent et travaillent à ces changements.

Pour ce qui concerne nos deux fédérations, nous avons une responsabilité syndicale importante pour participer à la crédibilité et à la clarification de perspectives communes de transformation.

Certes, le syndicat, c'est d'abord la défense des revendications, s'il a son autonomie entière et son indépendance totale, il ne peut se soustraire à la lutte pour des transformations décisives, sous peine de sombrer dans le réformisme et de laisser la place aux capitalistes. Sans être signataire du programme commun, nous le soutenons pour son contenu, pour ses objectifs et parce qu'il est le ciment de l'union de la gauche dans la mesure où il est orienté contre la domination des monopoles capitalistes, et qu'il crée la possibilité pour les travailleurs de conquérir la démocratie économique et politique, capable d'ouvrir la voie au socialisme.

Rien n'est achevé, tout évolue.

CONCRETISER LE DEBAT ENTRE NOUS

Aussi, un débat est-il nécessaire entre toutes les forces qui veulent un changement véritable.

La confrontation ayant pour but de rechercher les convergences et de tenter des rapprochements plus rapides.

Vous parlez de transition, de socialisme autogestionnaire.

Nous parlons de changements fondamentaux, de gestions démocratiques des entreprises, du rôle des syndicats dans une France socialiste et de la contribution syndicale pour y parvenir.

Le temps est peut-être venu de discuter fraternellement, concrètement de nos schémas respectifs.

Comme contribution au débat général, la F.T.M. /C.G.T. est prête à discuter avec la F.G.M. /C.F.D.T., de l'autogestion, d'expliquer ce que nous entendons par gestion démocratique, de débattre de nos stratégies pour dégager les convergences qui pourraient ensuite s'exprimer dans une démarche commune.

Dans le même temps, en préservant l'autonomie et l'indépendance syndicale vis à vis des formations de gauche, nous pourrions sans nous substituer aux partis politiques, c'est-à-dire, dans le contexte de nos activités syndicales, confronter également nos idées en partant des différents éléments de nos confédérations et rechercher tout ce qui est et peut nous être commun dans cette perspective.

ALLER PLUS LOIN DANS L'UNITE D'ACTION CONCRETE...

UNITE

Union,

Deux termes qui ne recouvrent pas une attitude de circonstance, ni une pratique conjoncturelle ou conflictuelle, mais qui sont l'émanation d'une recherche commune affirmée, d'une pratique sans cesse plus précise, plus orientée vers l'avenir.

Quelles que soient les questions non encore résolues entre nous, non seulement nous devons discuter loyalement, fraternellement sans crispation, dans toutes nos bases, des questions fondamentales, mais nous devons aussi et d'abord aller plus loin dans l'unité d'action concrète, à tous les niveaux, pour la défense des revendications des métallurgistes ; les problèmes sont assez sérieux pour ne souffrir aucune attente, aucun piétinement.

Si nous sommes d'accord sur la démarche générale unitaire,

Si nous pensons que le meilleur moyen de favoriser l'unité pour des changements fondamentaux, en posant, même à terme, la prospective de l'unité organique, et l'unité d'action de tous les jours pour les revendications,

Alors oui, c'est bien dans la lutte contre les effets de l'exploitation que l'on pourra le mieux confronter nos points de vue, le mieux modifier des comportements parfois épidermiques qui reposent trop souvent sur des méconnaissances réciproques, le mieux aboutir à des accords, à tous les niveaux, qui décristalliseront des positions respectives bien compréhensives certes, mais qui, parfois, handicapent une avancée plus rapide.

Il y a possibilité de renforcer les bases d'accords concrets, cela ne peut que concourir — comme ce fut le cas pour nos deux confédérations à partir de l'accord du 26 juin — à un développement impétueux de l'action revendicative.

Dans le même temps, le débat fraternel fructueux sur l'alternative démocratique, le socialisme peut aboutir à éclaircir les points de vue et à accrocher les points communs.

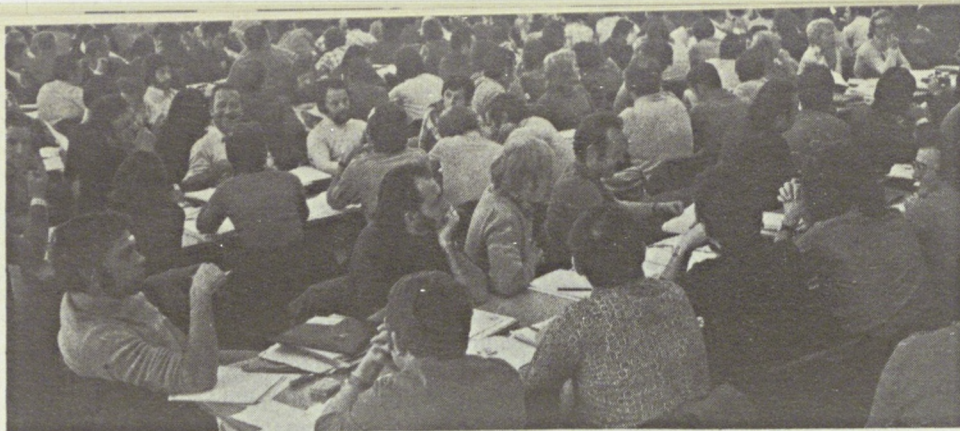
Alors, tomberont dans la pratique de tous les jours des qualificatifs hâtifs, certains préjugés, des jugements, des idées qui, parfois, ne recouvrent pas toute la réalité.

Quelle confiance, sur des bases claires, nous serons alors capables de créer autour de nous, parmi les ouvriers, employés, ingénieurs, cadres et techniciens de la métallurgie.

Quel impact positif cela pourra avoir, parmi tous les travailleurs et les adhérents des organisations F.O. - C.G.C. - C.F.T.C., puisque nos réflexions et pratiques s'adressent à tous. Quelle puissance d'action nous pourrions alors obtenir, avec la participation de toutes les organisations, sur des positions correspondant aux intérêts de classe des métallurgistes. Nous avons conscience, bien sûr, que la pièce a des bavures, que chaque organisation a sa propre responsabilité dans la résorption des difficultés qui subsistent encore dans la pratique de l'unité et pour lesquelles nous avons encore à faire.

Revendications, transformations, OUI

Il est évident que cela ne viendra pas tout seul, mais sera le fait de l'acquiescement de tous les militants et syndiqués, et de la mise en application de cette nécessité dans la vie démocratique, dans l'activité de masse à l'intérieur de nos organisations, à tous les niveaux et avec tous les travailleurs.



DEPASSER LE FAIT MAJORITAIRE OU MINORITAIRE

J. CHEREQUE, dans ses salutations à notre égard nous a dit que « nous n'entendrions pas toujours des choses agréables » à votre congrès, je crois me souvenir qu'il en fut de même au nôtre.

Si ces choses existent, reposant parfois sur des éléments de vérité, il ne faut pas leur donner plus d'importance qu'elles n'en ont, cela montre que nous avons encore tous des progrès à faire dans la pratique de l'unité.

Gageons qu'à l'avenir de tels faits, qui s'amenuisent déjà, seront dépassés parce que notre pratique, notre réflexion unitaire auront encore progressé,

— Parce que l'unité d'action pour les revendications s'effectuera à plein sur des objectifs à tous les niveaux et que la tactique des luttes prendra appui des syndiqués plus nombreux, plus conscients encore et plus motivés.

— Aussi, parce que notre volonté commune de faire l'unité, sera partagée par l'ensemble des travailleurs.

Guidés par le seul intérêt des métallurgistes, nous devons surmonter et dépasser les questions soulevées par l'existence du fait majoritaire ou minoritaire entre nos deux organisations.

C'est sur des revendications claires et précises, sur des formes d'action largement approuvées par les travailleurs et sur des idées justes conformes à leurs intérêts de classe que l'unité se fera.

Dans le cas où nos deux organisations ne se sont pas mises d'accord, il est utile et nécessaire d'appeler les travailleurs à nous aider à surmonter une divergence et à trouver une solution satisfaisante.

La persistance de certaines difficultés actuelles dans la pratique ne tient-elle pas à ce que nous nous contentions de porter des différends devant les assemblées minoritaires, ce qui, de ce fait, ne permet pas de trancher le différend et n'engage pas la masse des travailleurs.

Comment ont procédé nos S.S.E. respectives de chez PEUGEOT à SAINT-ETIENNE, y compris avec la S.S.E. / F.O., lors de leur conflit ?

Ce qui s'est fait dans cette entreprise, ce qui se poursuit ici et ailleurs ne montre-t-il pas le chemin à suivre ?

Cette recherche concerne tous nos militants, tous nos syndiqués, l'ensemble des métallurgistes et, si nous sommes d'accord pour aller à une organisation syndicale unique, nous avons parfaitement conscience des bases fondamentales sur lesquelles cela doit se faire, des moyens pour travailler à cette prospective.

Convaincu des bienfaits, de la nécessité de l'unité organique, travaillons sur une perspective qui, nécessairement, commencera par l'action de tous les jours, en bas, à l'entreprise, au bureau, à l'atelier et pour de meilleures conditions de travail et d'existence. Simultanément, examinons comment au niveau des U.R.M. et U.S.T.M. la prise en compte de ce fait va s'amplifier, s'améliorer encore.

Il semble, si l'on en croit les conceptions très convergentes développées sur le syndicalisme de classe, de masse et démocratique, que nos deux organisations sont capables, en mettant mieux en application ces principes, de surmonter les obstacles que nous rencontrons encore entre nous et d'avancer plus vite encore.

AGIR ENSEMBLE AU PLAN INTERNATIONAL

Je ne voudrais pas terminer notre intervention sans aborder très succinctement l'activité internationale et les approches que nous avons effectuées ensemble, notamment avec nos camarades de la F.L.M. italienne.

Lutter contre le patronat en général, lutter contre les monopoles qui régissent la vie du pays, c'est une nécessité incontestée ; cependant notre lutte commune doit aussi s'exercer avec efficacité au plan international, en particulier contre les sociétés multinationales dont l'hégémonie contre les classes ouvrières et les peuples n'est plus à démontrer.

Il est urgent et indispensable que toutes les forces syndicales, quelle que soit leur affiliation ou leur non affiliation internationale, se concertent pour agir ensemble contre la malfaisance des politiques capitalistes internationales, contre la domination des sociétés multinationales.

Cette conception présidera aux travaux de notre 7e conférence internationale de, l'U.I.S. métaux qui se tiendra à VICHY du 1er au 6 décembre.

Nous nous félicitons de la réponse positive de la F.G.M. qui participera à ces travaux au côté, bien sûr, d'organisations appartenant à notre U.I.S. métaux, mais aussi au côté d'autres organisations dont l'affiliation internationale est différente, et pour certaines, non adhérentes à une union internationale métaux.

Votre attitude est un prolongement de ce que nous faisons ensemble en France, elle fait partie de la pratique unie et cohérente de notre travail commun :

- Que ce soit, depuis maintenant plusieurs années, au niveau des secrétariats franco-italiens,
- Que ce soit des actions concrètes, par exemple, pour la défense de l'aérospatiale et de Concorde,
- Que ce soit, au niveau européen, pour que tous ensemble sans exclusive nous agissions à l'intérieur du marché commun.

C'est d'ailleurs, dans ce sens, que nous travaillons et que nous voulons aller plus loin ; nous avons demandé notre adhésion, le 16 octobre dernier, à la F.E.M..

Si cette adhésion n'a pas encore reçu assentiment, nous souhaitons que le réalisme, le souci de défendre efficacement les intérêts des métallurgistes européens prévalent sur des attitudes anti-unitaires, survivances de la guerre froide qui subsistent encore de la part de certains, et que les métallurgistes ne peuvent plus comprendre.

En levant ces exclusives, cette perspective deviendra rapidement réalité.

Chers Camarades,

En vous remerciant de votre attention, voici exposées fraternellement, les orientations de notre organisation sur certains points essentiels.

Naturellement, d'autres points pourraient être abordés ; l'actualité, le temps imparti, des points d'accord déjà constatés, commandaient d'en rester à cela.

Le débat n'est pas terminé, bien au contraire. Il va se poursuivre dans la période à venir. Forts de notre volonté commune, nous sommes sûrs qu'il sera fructueux.

Je terminerai donc en vous souhaitant bon travail, bonne réussite dans votre activité.

Travailleurs, toujours plus unis pour les intérêts des métallurgistes et des travailleurs.

Vive la lutte commune de la F.G.M. et de la F.T.M.

- Pour les revendications essentielles des métallurgistes,
- Pour la transformation démocratique,
- Pour la construction du socialisme en France.
- Pour l'unité d'action internationale au sein du marché commun, au niveau mondial, contre les forces du capital et les sociétés multinationales.

Bon travail et merci de votre attention.



Intervention d'Edmond MAIRE

Décidément, les dates choisies pour le Congrès de la FGM coïncident avec l'actualité la plus chaude. Je vais donc commencer par évoquer brièvement la situation actuelle avant de parler des quelques points centraux débattus à votre Congrès.

La journée du 19 novembre vient de montrer l'ampleur du mécontentement des travailleurs et leur volonté de tout faire pour modifier la politique économique et sociale du gouvernement. Cette politique consiste pour l'essentiel à bloquer le pouvoir d'achat pour imposer la diminution de la consommation intérieure et à développer volontairement le chômage pour peser sur la combativité des travailleurs et casser l'expansion économique.

Les résultats, on les voit déjà apparaître. Dans tout le secteur public et nationalisé et dans une partie du secteur privé, le pouvoir d'achat est en recul en 1974. En même temps, sous l'effet cumulé des restrictions de crédit qui touchent essentiellement les petites et moyennes entreprises, de l'accélération de la concentration économique et de l'abandon des industries de pointe aux intérêts étrangers, le chômage bat tous ses records depuis trente ans.

En deux mois, le nombre de chômeurs total s'est accru d'environ 200 000 : 2 millions de travailleurs seraient touchés par les réductions d'horaire avec perte de salaire et par le chômage partiel. Et cela au moment même où le patronat refuse les 40 heures, sans diminution de salaire et le droit à la retraite à 60 ans, au moment même où le gouvernement refuse d'embaucher les effectifs nécessaires dans les PTT, l'éducation nationale ou les hôpitaux.

Cette politique est inadmissible. Et le patronat se trompe s'il espère faire accepter le chômage avec une meilleure indemnisation. Il ne s'en tirera pas à si bon compte.

On n'achète pas le droit à l'emploi avec des billets de mille. La dignité des travailleurs, c'est d'avoir un emploi et non une indemnité. Notre objectif, ce n'est pas autre chose que de garantir l'emploi de ceux qui en ont un et de procurer un emploi à ceux qui n'en ont pas.

Cette revendication ne peut être obtenue que par une réforme fondamentale du droit de licenciement, domaine dans lequel le patronat entend garder un pouvoir arbitraire et absolu. On l'a bien vu dans la négociation qui vient de se terminer au CNPF. Le texte sur lequel la CFDT et la CGT portent un avis défavorable devrait s'intituler : « Accord sur les procédures du licenciement collectif ».

En fait, le patronat veut bien, à la limite, appliquer plus correctement la loi, en informant mieux le comité d'entreprise de ses décisions de licenciement, mais seulement pour expliquer aux travailleurs pourquoi et comment ils doivent être licenciés étant entendu qu'ils n'ont pas à en discuter les raisons et que le patronat refuse tout engagement sur le reclassement.

Il y a eu malheureusement, comme à l'habitude, les signataires de service pour donner un coup de main au patronat. Faute d'exister dans l'action, il faut bien justifier son existence avec la plume... quoiqu'il en soit, pour nous, le conflit sur l'emploi n'est pas terminé, ni même atténué par cet accord. Les conséquences néfastes de la politique économique du gouvernement doivent être vigoureusement combattues.

Si nous les laissons faire, nous allons connaître le million de chômeurs et la poursuite de l'inflation. C'est pourquoi la CFDT et la CGT ont appelé au développement et à la généralisation de l'action à partir des branches professionnelles.

Alors, face à ce développement d'une lutte consciente et bien maîtrisée, on assiste aux grandes manoeuvres du côté du gouvernement et du patronat. Un jour, on nous annonce que les confédérations sont débordées par la base. Un autre, que les grèves et les manifestations du 19 novembre ont été un échec complet, et un autre encore, que les confédérations font des grèves politiques. Sur ce point, il faut être clair : les confédérations n'ont rien d'autre dans la tête que ce que veulent les travailleurs, c'est-à-dire des résultats revendicatifs précis sur la garantie du pouvoir d'achat et de l'emploi.

Pour échapper à cette pression, Monsieur CHIRAC n'ose pas dire aux salariés, par exemple à ceux des PTT, aux infirmières des hôpitaux, que leurs revendications sont injustifiées.

Alors, il accuse les confédérations de sortir de leur rôle syndical. Il tente de diviser les travailleurs et les organisations syndicales en lutte. Il veut monter l'opinion publique contre les grévistes.

Plus même, au Sénat, le 4 novembre, M. Chirac a employé un ton autoritaire et inquiétant : « Nous ne laisserons pas disloquer la Nation », dit-il.

Est-ce que, par hasard, M. Chirac, chef d'un gouvernement lié au grand capital, chef d'un parti qui nous a menés à la grave situation économique dans laquelle nous sommes, est-ce que, par hasard, M. Chirac se prend pour la Nation ?

Et quand il ajoute : « Qu'agir contre l'Etat, parler contre l'Etat, c'est agir contre la population française », il confond l'Etat qui est devenu un instrument au service de son parti, l'Etat soumis aux grands intérêts privés et la Nation.

Oui, nous le disons, ceux qui, aujourd'hui, revendiquent la garantie de leur pouvoir d'achat et de leur emploi, ceux qui veulent qu'on embauche les chômeurs pour alléger leur cadence de travail ou mieux servir le public ont plus le droit de parler de nation et d'intérêt national que le groupe de dirigeants gouvernementaux et patronaux — qui soumettent la France à l'impérialisme américain, bradent des entreprises, clés de l'économie nationale aux grandes firmes multinationales et veulent faire payer aux travailleurs les conséquences désastreuses de la politique qu'ils mènent depuis des années.

Quand le gouvernement envoie la police dans les locaux des PTT, et fait peser des menaces sur le droit de grève, il joue la politique du pire et non pas le rôle d'un gouvernement responsable.

Quand le patronat et les pouvoirs publics laissent pourrir les conflits, refusent d'apporter des solutions valables à Titan Coder ou aux Tanneries d'Annonay, quand le CNPF en

appelle au gouvernement pour porter atteinte au droit de grève dans les services publics, quand le patronat laisse s'engluier les négociations sur l'emploi et les conditions de travail, quand M. Fourcade assimile les grèves à une tentative de dislocation de l'économie, quand M. Chirac, perdant une fois de plus son sang-froid, traite les syndicats de démolisseurs, alors oui, on se rend compte que la crise du capitalisme conduit la classe dominante à une attitude incohérente et dangereuse.

Les travailleurs et les organisations syndicales ne se laisseront pas intimider. Ils ne laisseront pas non plus dévoyer leurs luttes par les manoeuvres adverses. Fermeement, nous développerons une action tenace sur un objectif simple et clair : la négociation des revendications prioritaires, là où les problèmes se posent et d'abord pour la garantie du pouvoir d'achat et de l'emploi. Rien ne nous détournera de ce but. Et cet avertissement n'est pas de circonstance. Les travailleurs, les familles, les retraités refusent de faire les frais de la crise du capitalisme. Ce que nous n'obtiendrons pas en automne, nous l'arracherons au printemps.

LA PRATIQUE SYNDICALE

L'ampleur de la bataille, la dimension des enjeux doivent nous amener à accélérer notre réflexion sur notre pratique syndicale. Une action massive et consciente, c'est l'impératif premier.

C'est d'abord dans la pratique revendicative quotidienne que nous trouverons les moyens de l'unité de la classe ouvrière et de l'enrichissement de ses objectifs de luttes.

La voie à suivre, c'est moins que jamais d'aller chercher sa vérité et sa sécurité dans des théories extérieures. Elle n'est pas de chercher à faire cadrer la lutte sociale avec une prétendue science de la révolution détenue par une avant-garde ; elle est de traduire collectivement dans les revendications élaborées par chaque section syndicale toutes les aspirations des travailleurs, tout ce que révèle leur contestation.

Nous devons nous garder de tomber dans le volontarisme à prétention révolutionnaire comme si la suppression de l'argent, l'extinction de toute division entre travail manuel et intellectuel, l'égalisation totale des revenus au plan mondial était pour demain.

Mais nous devons aussi refuser de nous enfermer dans la revendication immédiate, telle que l'expriment bien des travailleurs formés au moule de l'idéologie dominante. Car l'aliénation, c'est d'abord le fait de ne plus être soi-même, d'avoir les idées de l'autre dans sa tête, de faire, même en revendiquant, ce que veut l'autre, l'autre c'est-à-dire le système capitaliste.

La seule voie, c'est celle d'un syndicat qui joue son rôle de rassemblement, d'information, de proposition pour que *collectivement* les travailleurs découvrent quel type de revendications peut vraiment s'attaquer aux causes et non pas aux effets, quel type d'objectifs mobilisateurs on pourrait proposer si demain la gauche était au pouvoir, pour entamer le processus de décentralisation des pouvoirs et de mise en cause des structures hiérarchiques, pour modifier l'organisation du travail, l'outil de travail, la formation professionnelle, pour jeter les premiers ponts entre travail manuel et travail intellectuel, pour commencer à faire dépérir le règne de la marchandise dans les conditions de vie et le type de développement.

Vous savez que la Confédération a appelé toutes les organisations confédérées à se mettre au travail sur cette question-clé ; changer quoi ; changer comment ; changer par qui. La Confédération compte sur les syndicats de la F.G.M. pour avancer dans cette tâche. J'espère que vous donnerez une suite à l'excellente page 15 du rapport d'Albert MERCIER « une stratégie d'action pour les métallurgistes ». Car alors non seulement dans chacune

des entreprises, la lutte sera plus riche et plus efficace, mais aussi, au plan national, nous serons plus forts et plus crédibles pour proposer un projet de société réaliste entamant concrètement la construction de l'autogestion.

Enfin, si nous sommes capable en France d'obliger à des modifications profondes de l'outil de travail et de l'organisation du travail, alors dans les échanges internationaux, notamment avec les pays sous développés, nous exporterons une technologie et des outils moins aliénants, ou si l'on veut moins polluants pour la dignité du travailleur.

C'est là que dans la lutte d'entreprise, la réflexion de chaque adhérent prend une dimension vraiment interprofessionnelle et solidaire bien au-delà de la branche et de la région et même au-delà des frontières nationales.

C'est cela la dimension profondément politique de la revendication : quand elle s'attaque aux causes et propose une alternative de classe, quand, dans les formes d'action, chacun apprend à penser et à s'exprimer, à agir par soi-même, à acquérir la conscience des conditions à réunir pour réaliser les changements fondamentaux.

Car les formes d'action ont aussi une dimension politique. Elles expriment l'exigence et la possibilité de nouveaux rapports sociaux.

Là aussi, la F.G.M. peut beaucoup pour la C.F.D.T. si l'on y bannit partout le dédain ou le paternalisme pour les aspirations des immigrés, des cadres et des travailleuses ; si une organisation comme la vôtre, jusqu'ici animée surtout par les ouvriers qualifiés, sait faire dialoguer et s'enrichir dans les entreprises les différentes catégories, en refusant de se contenter d'imposer la loi du plus grand nombre ou du plus bruyant ; si dans son action, chaque section syndicale découvre la richesse que peuvent apporter au combat syndical des catégories marginales, mal aimées parce qu'elles ont une fonction d'autorité, ou parce qu'elles ont une autre culture ou encore parce qu'elles subissent une discrimination sexuelle.



C'est cela un syndicalisme de classe : l'organisation de la masse, qui bâtit son unité dans la lutte, en s'enrichissant de ses diversités, qui réussit à transformer la révolte individuelle des uns ou la passivité des autres en une action collective consciente. C'est ce type de syndicalisme de masse et de classe que la C.F.D.T. entend développer pour réussir une révolution qui soit le fait de la majorité du peuple.

LE ROLE DES STRUCTURES FEDERALES ET CONFEDERALES

Mais aussi essentielle que soit l'action syndicale de base, on ne peut la dissocier de celle des structures fédérales et confédérales. Ainsi le conflit LIP, que nous avons aussi suivi jour après jour à la Confédération, a demandé la conjonction des efforts de toutes les structures de la C.F.D.T. pour arriver au succès. Bien sûr l'action des LIP eux-mêmes a été essentielle.

Mais certains groupes politiques ou les chroniqueurs de télévision, qui ont cherché à opposer les travailleurs LIP aux sombres fédéraux, méconnaissent totalement la réalité.

En vérité, sans les initiatives, le courage et la ténacité du secrétariat de la F.G.M. la plus grande grève jamais menée par la C.F.D.T. se serait terminée par un échec. Et cela est normal, sinon le mouvement ouvrier ne se serait jamais donné des fédérations et des confédérations. Ce sont les militants à travers leur expérience qui ont découvert, peu à peu, le besoin essentiel de l'information, de la coordination et il faut dire le mot, le besoin de se donner les moyens de diriger les luttes d'ensemble.

De ce point de vue, il faut bien remettre les choses à leur vraie place. Une confédération, ce n'est pas une pyramide hiérarchique de pouvoirs. La confédération n'est pas une instance au-dessus qui commande aux Fédérations et aux Unions Régionales. Non, c'est un organe fédératif qui reconnaît la totale autonomie des organisations confédérées et ne joue que le rôle que ces organisations lui demandent de jouer.

La C.F.D.T. ce n'est pas la 5ème République. Elle ne connaît ni pouvoir personnel, ni Préfet. Sa conception fondamentale du fonctionnement démocratique, c'est le Fédéralisme et non l'établissement d'un lien direct entre les sections d'entreprise et le centre confédéral, court-circuitant l'ensemble des structures professionnelles et interprofessionnelles.

Le fonctionnement confédéral connaît parfois des insuffisances, c'est vrai, parce qu'on ne peut pas construire un îlot d'autogestion dans une société hiérarchique. Mais la recherche que nous poursuivons concrètement tous les jours, c'est d'instaurer dans la C.F.D.T. des rapports qui préfigurent l'autogestion que nous voulons pour la société de demain. Et là-dessus, aussi, chaque section syndicale de la F.G.M. peut aider à l'amélioration du fonctionnement confédéral.

L'ACTION INTERNATIONALE

Action d'entreprise, action fédérale et confédérale mais aussi action internationale. Et c'est là sans doute qu'il nous reste le plus à faire. Je ne parlerai pas de la F.I.O.M. ou de la F.E.M., c'est votre affaire. Mais au plan interprofessionnel, la Confédération a adhéré à la C.E.S. qui groupe toutes les organisations démocratiques d'Europe occidentale à l'exception de la C.G.T., et la C.F.D.T., souhaite que le plus rapidement possible, il n'y ait plus d'exception.

Mais si la C.E.S. est un instrument, elle reste encore largement une forme vide. Si nous avons souhaité une confédération européenne, ce n'est pas d'abord pour discuter avec les

institutions communautaires, c'est pour se donner des objectifs d'action communs. C'est là une nécessité impérieuse car, à l'heure de l'ouverture totale des frontières et de l'internationalisation du capital, la lutte des travailleurs d'un pays trouve ses limites non seulement dans le patronat et le gouvernement national, mais aussi dans la pression formidable de la concurrence internationale et de la division internationale du travail.

Déjà la lutte de nos camarades de FIAT en Italie, pour ne prendre qu'un exemple, si elle a obtenu des résultats importants, a plus été limitée par la moins grande combativité et par l'orientation moins riche des luttes des travailleurs de l'automobile des autres pays d'Europe occidentale, que par la direction de la FIAT.

L'action pour transformer les conditions de travail et de même l'action pour changer le type de développement a d'emblée aujourd'hui une dimension internationale. Et demain, quand notre pays entamera des transformations profondes, celles-ci ne pourront aller très loin si le mouvement ouvrier d'Europe Occidentale ne mène pas une lutte vigoureuse s'inspirant des mêmes orientations. Notre adhésion à la C.E.S., c'est donc un moyen que nous entendons stimuler avec persévérance, à partir des problèmes communs rencontrés par les travailleurs d'Europe Occidentale.

Il n'y a pas que l'Europe. La réalité à l'échelle du monde, c'est celle du développement inégal, celle d'une division internationale du travail qui aggrave le sous-développement des pays du tiers monde, celle d'une crise du capitalisme international dont la crise du pétrole, la crise de la monnaie ne sont que des aspects. Car le centre, l'impérialisme américain et ses alliés allemands, japonais, et français, maintient sa domination économique, politique et culturelle sur les pays de la périphérie, ceux du tiers monde. La bataille des matières premières, c'est une bataille de classe et ceux qui développent aujourd'hui les critiques sur les émirs arabes sans jamais avoir dénoncé les « ROCKFELLER » et les « DASSAULT » ne font que masquer cette réalité.

La C.F.D.T. est pour la récupération par les pays producteurs de leurs richesses naturelles et en même temps avec les travailleurs et les syndicats de ces pays., elle est pour la juste répartition de ces richesses, au sein des populations des pays producteurs. La C.F.D.T. combat avec les travailleurs du tiers monde l'extraordinaire puissance économique et politique des firmes multinationales, de même que les dictatures liées à l'impérialisme.

Car au total, nous avons à faire face à un adversaire unique, le capitalisme mondial. Nous avons à bâtir une stratégie commune visant à un autre type de développement, à d'autres formes de coopération et d'échange, à de nouveaux rapports internationaux, à un nouveau type de pouvoir à l'échelle du monde.

Pour établir cette convergence, entre syndicats des pays développés et sous-développés, pour mener les actions communes nécessaires, pour dépasser les effets inscrits dans nos têtes de la division internationale du travail et de l'idéologie dominante, la spontanéité montre ses graves insuffisances. Il nous faut reconstruire un véritable syndicalisme international. Aucune des confédérations mondiales d'aujourd'hui ne répond aux nécessités de la situation. Là aussi, c'est une tâche de longue haleine, à poursuivre avec réalisme.

Mais vous, les métallos, ne croyez pas que c'est là une responsabilité trop lointaine, à confier aux seuls responsables confédéraux. Dans votre action avec les travailleurs immigrés pour l'égalité des droits, dans votre lutte sur les conditions de travail et le type de développement, dans votre combat au sein de firmes multinationales et dans la F.E.M. et la F.I.O.M., tous les jours, vous pouvez participer à cette reconstruction du mouvement syndical international, car celui-ci se fera d'abord par la base ou il ne se fera pas.

L'UNITE

Je voudrais passer maintenant à une autre dimension de notre action syndicale :
La dimension unitaire.



La recherche de l'unité d'action intersyndicale a longtemps été pour la C.F.D.T. un élément tactique visant à l'amélioration du rapport de force et à l'efficacité. Mais la C.F.D.T. a peu à peu enrichi sa conception de l'unité d'action. Refusant la formule à courte vue « retenons ce qui nous unit, oublions ce qui nous divise », elle a peu à peu fait progresser et admettre la formule « retenons ce qui nous unit, débattons avec les travailleurs de ce qui nous divise ».

Ainsi, l'unité d'action n'est plus seulement tactique, elle fait partie intégrante de notre stratégie. L'émancipation des travailleurs passe par un effort important et tenace de dépassement des divergences dans des débats dont les travailleurs ne soient pas spectateurs mais acteurs.

L'unité d'action peut et doit encore progresser en qualité si chaque section syndicale refuse de se satisfaire de la division, fait confiance aux débats collectifs pour permettre aux travailleurs de s'exprimer sur les orientations en présence et faire ainsi évoluer les positions des uns et des autres.

Parfois, les comportements sectaires rendent tout dialogue impossible. Dans d'autres cas, pour sauvegarder leur tranquillité des militants taisent les divergences. Ni l'une ni l'autre de ces attitudes ne fait progresser la cause de l'unité. C'est seulement en gardant un équilibre constant entre unité d'action et débat public que nous sommes vraiment unitaire.

Cette conception, c'est celle de l'accord interconfédéral du 26 juin dernier et c'est pourquoi nous l'avons appelé un accord unitaire de grande portée. Cet accord marque la continuité d'un effort de rapprochement qui s'est manifesté en 1974 tant dans la bataille revendicative, qu'au sein de l'union des forces populaires. Certains sceptiques, en juin dernier, nous disaient que cet accord ne serait pas vraiment pris en charge par les sections syndicales et qu'il ne changerait rien à rien. Et bien, à fin novembre, on peut facilement faire un premier bilan : les rapports unitaires se sont suffisamment améliorés pour que nous ayons pu véritablement conduire ensemble, C.F.D.T. et C.G.T., la grande campagne d'action qui se développe contre la politique économique du gouvernement, de chômage et de baisse du pouvoir d'achat.

Bien sûr, un accord unitaire n'est pas une assurance tous risques, mais la réalité d'aujourd'hui, c'est bien celle d'une unité d'action plus étroite dans de très nombreuses sections syndicales d'entreprise et c'est aussi celle d'un dialogue rétabli de façon plus sereine sur les divergences qui subsistent.

Mais s'il y a progrès, il faut bien en mesurer la nature. Ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, c'est l'établissement partout des rapports d'unité d'action plus riches et plus vrais, ce n'est pas encore l'unité organique.

Notre congrès de 1970 l'a bien indiqué ; la division syndicale dans notre pays n'est pas artificielle. Elle tient à des divergences de fond sur la conception de l'indépendance syndicale et le rôle du syndicat dans la transformation de la société. J'y reviendrai tout à l'heure à l'occasion des rapports syndicats-partis.

De même, il existe des divergences de fond entre C.F.D.T. et C.G.T. sur l'autogestion, le passage au socialisme, l'analyse de la société capitaliste, l'importance à accorder à la lutte anti-hiérarchique, le rôle décisif à accorder aux travailleurs dans l'action.

Faire l'impasse sur toutes ces questions de fond pour réaliser sans délai un compromis entre des structures, sur la base d'une conception médiocre du rôle du syndicat limité à la revendication immédiate, ce n'est pas notre conception de l'unité organique. D'ailleurs, un tel conglomérat serait très fragile et ne résisterait pas aux premières difficultés sérieuses. Il se révélerait vite plus nocif que positif.

Non, contrairement à ce que disait Georges SEGUY en septembre, aucune confédération d'aujourd'hui ne préfigure la centrale unitaire de demain. Affirmer le contraire, c'est aller à l'impasse.

L'unité syndicale suppose un accord profond sur l'indépendance du syndicat, sur son rôle, le type de socialisme à construire, les moyens à employer pour transformer la société. Elle suppose, comme le dit le rapport complémentaire présenté à ce congrès, un syndicalisme de type nouveau reconstruit patiemment, à partir des luttes sociales et du débat collectif et démocratique des travailleurs rassemblés dans leurs syndicats.

Dans cette voie, la C.F.D.T. a un acquis considérable. Elle sait que la route est encore longue, qu'il n'y a pas de raccourci avec l'Histoire. Mais elle sait aussi la force d'une idée juste, et elle entend apporter toute sa contribution à la reconstruction de l'unité syndicale. Nous y mettrons le temps qu'il faudra mais, là aussi, avec les travailleurs et dans la convergence de nos efforts, avec ceux de nos camarades des autres Confédérations, et d'abord avec ceux de la C.G.T., nous devons gagner la bataille.

L'UNION DES FORCES POPULAIRES

Dans la période où nous sommes de développement généralisé de l'action face à une politique de chômage et de blocage du pouvoir d'achat, nous avons un motif supplémentaire de confiance et d'assurance tranquille : la victoire de la gauche, en France, est à notre portée. La question n'est plus, aujourd'hui, de savoir si c'est possible ou non, la seule question c'est quand ?

Les travailleurs font actuellement l'amère expérience d'un pouvoir de classe qui veut leur faire payer les frais de la crise du capitalisme. Demain, la gauche aussi sera affrontée à la nécessité de restructurer la production et la consommation. Ce ne sera pas une tâche facile car l'héritage va être lourd ; un type de développement bâti sur un critère unique — la recherche du profit à court terme —, sur l'énergie à bas prix et sur les inégalités scandaleuses, une industrie incapable d'exporter les biens d'équipement dont les pays sous-développés ont besoin, une surproduction d'armes et un manque grave d'équipements collectifs...

Mais la gauche, demain, aura un atout que jamais GISCARD D'ESTAING n'aura : l'appui populaire. Elle aura aussi la force d'une population mobilisée parce que, pour la première fois, l'économie commencera à être soumise à des choix démocratiques.

Car nous ne concevons pas une victoire de la gauche qui consisterait à gérer la crise du capitalisme avec quelques retouches sociales. Pour la C.F.D.T., les transformations déci-

sives doivent intervenir en même temps dans 3 domaines : la socialisation des grands moyens de production, d'information et d'échanges, le type de développement, les rapports de pouvoir.

Pour qu'une victoire de la gauche, dans notre pays, puisse répondre aux aspirations populaires, il y faut 3 conditions :

1.- Il ne peut y avoir de transformations conduisant au socialisme sans une mobilisation consciente des travailleurs menant, avec leurs organisations syndicales, la lutte sociale pour leurs revendications immédiates et pour des objectifs de transformation de la société ;

2.- Il ne peut y avoir de transformations conduisant au socialisme sans l'existence de partis de gauche puissants et unis, sans l'union des forces politiques socialistes et communistes. De ce point de vue, il nous faut, aujourd'hui, exprimer l'inquiétude des travailleurs devant les difficultés des rapports entre P.C.F. et P.S. à la suite du congrès extraordinaire du P.C.F. La C.F.D.T. souhaite que ces difficultés soient rapidement surmontées. L'espoir, né de l'union de la gauche, appelle une consolidation de cette union. Il y va de notre intérêt commun ;

3.- Il ne peut y avoir de transformations conduisant au socialisme autogestionnaire sans, au plan syndical, une C.F.D.T. renforcée, et, au plan politique, une force socialiste puissante, autogestionnaire, liée aux luttes sociales, ayant une implantation ouvrière réelle.

On peut le dire aujourd'hui, ces trois conditions sont en bonne voie de réalisation et la C.F.D.T. est fière d'y avoir apporté sa contribution.

En Mai 68, nous avions donné au mouvement social le sens d'une aspiration à l'autogestion. A notre congrès de 1970, nous en avons indiqué les conditions politiques et notamment l'alliance des communistes et des socialistes.

En cette année 1974, l'Union des Forces Populaires existe, regroupant à égalité et dans l'indépendance, syndicats et partis. Là aussi, la C.F.D.T. y est pour quelque chose. C'est dire qu'en termes de continuité dans l'orientation et d'efficacité dans l'action, nous n'avons pas à faire de complexes. Et si nous consacrons autant d'effort à la syndicalisation, à nos moyens d'information — je pense à « Syndicalisme-Hebdo » —, à nos moyens d'équipement — je pense à l'opération briques —, etc... alors nous serions imbattables. Cela viendra.

Cependant, une des décisions prises par la Confédération, cette année, a donné lieu à discussions internes.

Il ne s'agit pas de la décision de notre Conseil National de janvier appelant à l'Union des Forces Populaires. Au contraire, comme souvent dans la C.F.D.T., bien de ceux qui avaient voté contre, se sont réjouis 3 mois plus tard d'avoir été battus.

Il ne s'agit pas de la décision de notre Conseil National d'avril mettant au point les objectifs de transformation conduisant au socialisme autogestionnaire. Ceux qui n'y croyaient pas commencent à s'y intéresser.

Il ne s'agit pas de la décision du Bureau National, confirmée par le Conseil National, de soutenir la candidature de F. Mitterrand, dans la mesure où elle s'affirmait comme la candidature d'union reprenant tous les acquis de la gauche, ou de la décision de s'opposer à toute candidature de division. Devant la mobilisation populaire dans une bataille électorale qui n'était rien d'autre qu'un prolongement de la lutte syndicale, les critiques internes ont vite cessé et les partisans des candidatures de division ont porté ailleurs leur contestation.

Non, il ne s'agit pas de ces décisions-là, mais d'une qui en découle directement, à savoir le soutien public donné par le B.N. de la C.F.D.T. à l'appel de Mitterrand, approuvé par la direction du P.S.U., de restructurer la gauche socialiste sur la base d'un projet de société.

La C.F.D.T. a bien pris garde de ne pas être partie prenante d'une opération de restructuration politique. Mais, comme l'avait souhaité le Bureau National, nombre de ses militants — et non des moindres — ont estimé nécessaire de s'y engager avec d'autres militants d'origine diverse.

La rapidité de la décision du B.N., l'impression qu'a pu avoir un moment l'opinion publique que la CFDT participait aux Assises du socialisme, ont donné lieu à des critiques. Mais le Conseil National a largement confirmé le jugement positif du Bureau National sur l'appel de Mitterrand et sur les Assises du socialisme. Car, enfin, est-ce que oui ou non on peut construire un socialisme autogestionnaire en France, avec la seule C.F.D.T. ? Est-ce que nous ne devrions pas tous nous réjouir, en syndicalistes, et même si nos choix politiques

sont différents, de voir se constituer peu à peu une grande force socialiste autogestionnaire au plan politique ?

Ceux qui ne partagent pas ce point de vue mettent en avant l'indépendance syndicale. Et bien, parlons-en. Notre Conseil National a réaffirmé la totale liberté des militants C.F.D.T. d'adhérer au parti de leur choix, ou, bien sûr, de ne pas adhérer du tout à un parti.

Il a réaffirmé les règles de non-cumul des mandats et de non utilisation du sigle CFDT dans des activités spécifiquement politiques. De même, le refus de la CFDT de se lier à un programme commun de gouvernement, élaboré par les partis de gauche, est pour nous, une garantie fondamentale d'indépendance.

Mais surtout, c'est notre conception de l'indépendance syndicale qui a été réaffirmée. Le syndicat fixe seul les limites de sa compétence. Il détermine librement son projet, sa stratégie, sa politique.

Nous n'avons pas reconstruit, depuis 30 ans, un syndicalisme véritable pour en revenir aux déviations du passé, à une répartition des tâches, léniniste ou social-démocrate, dans laquelle les partis déterminent la stratégie, le projet, laissant aux syndicats le soin de mobiliser les masses à leur profit.

Nous ne recopierons pas, avec quelque parti que ce soit, les rapports C.G.T.-P.C... Nous n'entendons tomber ni dans l'impérialisme syndical, ni dans le suivisme ou la subordination.

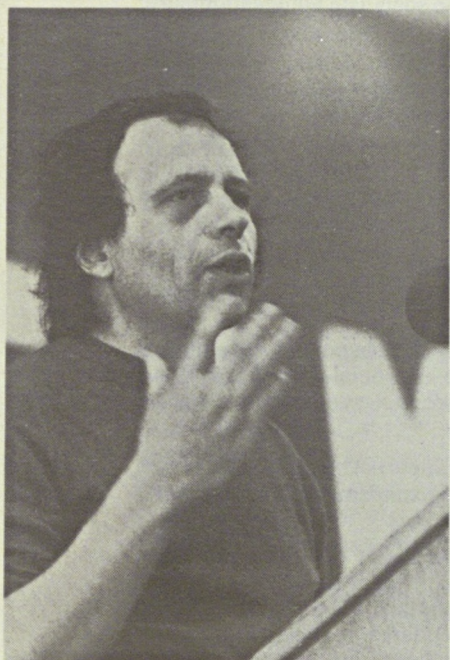
Notre action a un fondement sûr, irremplaçable : les aspirations et revendications des travailleurs. Pour nous, la dimension politique de notre action, c'est d'abord cela : réunir les moyens nécessaires aux changements de la condition salariale. Et bien, en 1974, la C.F.D.T. a bien fait son travail en contribuant dans l'indépendance maintenue pour aujourd'hui et pour demain, à réunir les conditions de la transformation démocratique et socialiste de la société française.

Parmi ces moyens, j'ai essayé d'en développer trois essentiels : l'action de base, de la C.F.D.T., l'unité d'action, l'Union des Forces Populaires. Mais il ne faudrait pas — et ce sera ma conclusion — oublier l'unité interne de notre Confédération, une unité basée sur la diversité, le débat, les votes, mais aussi sur la tolérance, le dialogue, la confrontation vraie où chacun peut apprendre de l'autre.

Entre les unions métaux et les unions régionales interprofessionnelles, entre la F.G.M. et la Confédération, ce dialogue existe et il s'approfondit.

Que les conclusions de votre congrès le rendent encore plus fructueux, et c'est toute l'action de la C.F.D.T. qui en bénéficiera.





Intervention d'André ACQUIER

Camarades ! décidément, vous aurez à me subir jusqu'au bout !

Mais, ce n'est jamais avec plaisir que l'on quitte une organisation à laquelle on a donné une partie importante de sa vie et avec qui on a partagé bien des plaisirs, mais aussi, bien des difficultés, avec qui on a vécu l'angoisse, l'action, la volonté déterminée des militants, des responsables et des travailleurs pour que quelque chose change dans ce pays.

Au terme de ce Congrès, je vous dois d'abord de remercier l'ensemble de l'organisation, tous les hommes et toutes les femmes avec qui j'ai eu l'occasion de travailler, et ceux avec qui je n'ai pas travaillé mais qui, indirectement, à travers la vitalité de l'organisation qu'ils représentent, ont su m'indiquer, me corriger et m'obliger à réfléchir, à travailler, et à rechercher les moyens de vaincre.

Au terme de ce congrès également, je voudrais remercier, vous tous ici présents, et à travers vous tous, les sections syndicales, les syndicats, et à travers les syndicats et les sections syndicales, les travailleurs qui, potentiellement, ont supporté les travaux de ce Congrès. Ce congrès a été riche, parce qu'il a été vivant de la vie des hommes, avec qui nous sommes appelés à travailler.

Ce congrès a été riche parce qu'il a, au-delà d'un certain nombre de problèmes, porté réellement une préoccupation d'une dimension politique qui, je le crois très sincèrement, n'avait jamais été atteinte dans un congrès de la fédération de la métallurgie.

Et, en remerciant ces camarades, en remerciant tous ces camarades, je voudrais dire que notre fédération est riche de sa combativité ; il n'y a sûrement pas un mois, peut être une semaine, où dans ce pays, des métallurgistes qui ne soient en action avec la C.F.D.T.

C'est une fédération extrêmement conflictuelle et je voudrais dire ici, au terme de ce congrès, que le combat des camarades de LIP a été notre COMBAT !

Bien sûr, ce sont eux qui l'ont mené !
Bien sûr, leur détermination a été extraordinaire !
Bien sûr, ils ont trouvé des méthodes d'action, ils ont approprié l'action !
Bien sûr, ils se sont battus pour triompher !
Et ils ont eu raison.

Mais ce que je tiens à dire ici, c'est que toute l'organisation, tous les travailleurs de ce pays, toutes les sections syndicales de ce pays, tous les syndicats de ce pays et particulièrement ceux de la métallurgie, étaient solidaires des travailleurs de LIP !

Et parlant des combats des travailleurs de LIP, je voudrais dire très simplement à ces camarades, « votre lutte a été extraordinaire, mais votre lutte n'est pas isolée dans l'action de la métallurgie ».

Partout où il y a des conflits, je l'ai dit tout à l'heure, et à tous les niveaux, et partout où des gens se battent, les conflits sont significatifs. Il est impossible de pouvoir dire qu'un conflit mené chez nous, mené dans une petite usine, mené dans une grande usine, un conflit de longue durée, un conflit de courte durée, n'est pas significatif pour les travailleurs qui le mènent. Il l'est pour tout le monde.

Je pense qu'il est important de souligner, que nos camarades de LIP n'ont peut-être pas suffisamment intégré ce caractère combatif de la fédération. Ils ont peut-être trop cru que leur conflit était dans sa signification, la préfiguration des futures luttes et la préfiguration de l'organisation des luttes calquées, pas exactement calquées mais sublimées, soutenues par celles qu'ils avaient menées. Et peut-être alors, je le dis bien simplement, ont-ils commis, à ce Congrès et ailleurs, quelques maladresses. Ils ne sont pas les seuls, nous en avons, nous aussi, commis.

Il y a eu dans ce congrès, un affrontement, il y a eu dans ce congrès, un affrontement de caractère stratégique, c'est vrai, il faut le dire et c'est ça qui a donné la dimension politique à ces débats. Mais ce qu'il faut surtout comprendre, c'est, qu'au-delà des résolutions qui ont été votées, au-delà des résolutions qui impliquent une certaine rigueur, car elles sont la ligne politique que l'organisation aura à défendre entre les deux congrès, l'acquis de ce congrès, de tous ceux qui sont intervenus, de tous ceux qui n'ont pas été d'accord, de tous ceux qui ont été battus par les amendements, est acquis pour tout le monde.

Il est impossible, il ne sera pas possible à l'équipe fédérale, au secrétariat, à la commission exécutive, au conseil fédéral, à nos syndicats, à nos sections syndicales, de ne pas avoir entendu ce que nous ont dit nos camarades, qui n'ont pas été aujourd'hui les gagnants.

Ceci, il faut le savoir, la vérité, la grandeur d'un congrès, c'est dans la rigueur, d'adopter une orientation, mais c'est aussi, sur la base des exposés, sur la base des présentations, un enrichissement collectif, dont nous ne pouvons pas nier l'importance et les influences qu'il aura dans l'organisation, dans le futur.

Camarades, avant de terminer, je voudrais remercier encore plus particulièrement, l'équipe du secrétariat national. Ce sont mes camarades ! Je voudrais en particulier, remercier Jacques CHEREQUE, Jacques CHEREQUE dont je me félicite qu'il ait été réélu secrétaire général de l'organisation. Et je m'en félicite, je n'en doute pas au nom du congrès.

Je voudrais aussi remercier tous les amis avec qui j'ai travaillé à la fédération, en particulier avec le personnel : c'est pas simple de travailler dans une fédération syndicale ! Ça n'a pas été simple dans la préparation de ce congrès ! il y a eu de grosses difficultés. Une partie de la réussite de ce congrès tient à leur travail et, en votre nom, je les remercie aussi.

Camarades, je vous dis au revoir !

Il faut gagner ! Il faut vaincre ! et pour cela il faut que la lutte continue.

sommaire

● Edito	1
● Pour gagner	2 / 7
● Internationalisation des luttes et solidarité	8 / 11
● Intervention d'Henri TRONCHON	12 / 16
● Résolution : Une stratégie d'action pour tous les métallurgistes	1 / 16
● Résolution : Pour une pratique syndicale de classe et de masse dans l'entreprise	17 / 23
● Résolution : La politique de développement et la politique financière	24 / 26
● Résolution sur l'action	27 / 28
● Motions :	
— Salaires	
— Le programme électro-nucléaire français	
— Chili	
— Titan-Coder	
— Armée	29 / 30
● Composition du nouveau Conseil Fédéral et de la Commission Exécutive	31
● Le Congrès... en chiffres	32
● Intervention d'Henri TRONCHON (suite)	17 / 19
● Intervention d'Edmond MAIRE	20 / 29
● Intervention d'André ACQUIER	30 / 31

Bi-mensuel N° 406 — Déc. 74 / Janv. 75
5, rue Mayran, 75009 PARIS
Tél : 878.14.50-28062.43 - CCP PARIS 5350 - 43

Le Directeur-Gérant: A. MERCIER - Abonnement: 11F

IMP. ARTESSENE - LIEVIN